

Rapport Annuel 2011/2012

L'AVENIR DURABLE QUE NOUS VOULONS

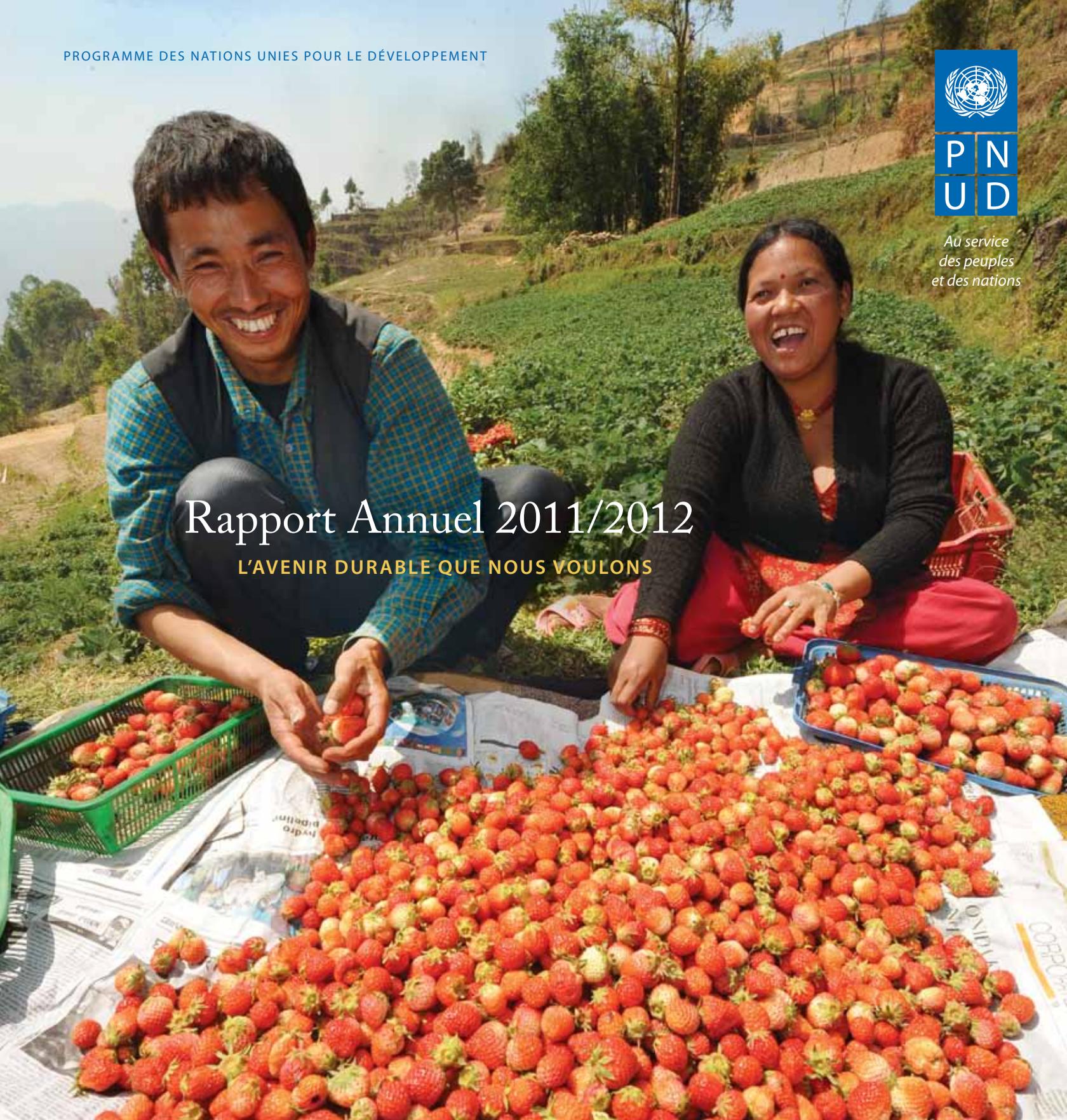


TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	1
Introduction : L'avenir durable que nous voulons.....	2
Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD	6
GROS PLAN : Améliorer la vie des personnes vivant avec le VIH dans le Pacifique.....	8
Gouvernance démocratique	10
GROS PLAN : Rédiger des lois qui reflètent les besoins des citoyens ordinaires au Vietnam.....	12
Prévention des crises et relèvement	14
GROS PLAN : Deux ans après, Haïti reconstruit.....	16
Environnement et développement durable	20
GROS PLAN : Faire revivre des mangroves au Sénégal	22
Fonds d'affectation spéciale thématiques du PNUD : rapides, souples et performants	24
Ambassadeurs de bonne volonté	27
Fonds d'équipement des Nations Unies : Autonomiser les femmes, agents du changement	28
Volontaires des Nations Unies : Inspirer la participation communautaire.....	29
Le PNUD et le système onusien : Efficacité et expertise.....	30
Au sein du PNUD : Changement au sein de l'organisation	32
Ressources	34

PHOTO DE COUVERTURE : Avec l'aide du PNUD, Indra Man Tamang et de nombreux journaliers du Népal se sont reconvertis avec succès dans la fraisculture.

LE PNUD EN ACTION

On se souviendra de 2011 comme d'une année qui aura vu naître les révoltes et les transitions dans la région des États arabes. Avec ses partenaires, le PNUD a contribué au processus de réforme, notamment sous forme d'un appui électoral en Égypte, en Tunisie et au Yémen. L'année 2011 fut également un jalon important en vue de la préparation de Rio+20 et des activités de plaidoyer en faveur du développement durable, qui intègre les politiques économiques, environnementales et sociales.

Le PNUD estime qu'il est essentiel que la croissance soit non seulement équitable mais qu'elle respecte les frontières planétaires. Nous qui travaillons depuis des décennies avec des administrations nationales, régionales ou locales, ainsi qu'avec la société civile et les partenaires du développement, sommes particulièrement bien placés pour appuyer l'avènement du monde vert et inclusif que nous appelons de nos vœux.

Présent dans plus de 170 pays et territoires, le PNUD donne aux citoyens les moyens de construire un avenir meilleur pour eux et leurs familles et de renforcer leurs capacités de résistance aux crises, qu'elles soient naturelles ou d'origine humaine, environnementales ou financières.

Notre mandat couvre quatre domaines de pratique : réduction de la pauvreté, gouvernance démocratique, prévention des crises et relèvement, et enfin, énergie et environnement. Chacun constitue l'un des piliers du développement durable.

Notre avenir commun dépend d'un développement efficace et économe en émissions. Les modes d'accès à l'énergie jouent à cet égard un rôle non négligeable. L'énergie durable pour tous réduira la pauvreté énergétique et peut aider à lutter contre le changement climatique. À l'heure actuelle, 1,4 milliard de gens vivent toujours sans électricité et trois milliards utilisent le bois de chauffage ou d'autres biomasses comme le charbon pour cuisiner et se chauffer. La pollution intérieure qui en résulte provoque des maladies qui tuent deux millions de personnes par an.

Le PNUD a collaboré avec plusieurs pays pour qu'ils assurent l'accès universel à l'énergie et réussissent leur transition vers l'énergie durable. Nous les avons aidés à investir plus de 4,7 milliards de dollars dans des projets qui ont apporté une énergie durable à 10 millions de pauvres à travers le monde.

Au **Népal**, plus de 50 000 personnes ont bénéficié de microcentrales hydrauliques hors réseau, construites avec l'appui du PNUD et de la Banque mondiale. Il s'agit là d'une de nos nombreuses initiatives locales qui sont appelées à prendre de l'ampleur pour devenir des programmes à part entière. Au cours des dix dernières années, ces projets ont touché quelque 10 millions d'individus, dont une majorité de pauvres dans les campagnes. Au **Pérou**, nous fournissons des cuisinières non toxiques et économes en énergie à bientôt 175 000 foyers. Ce programme s'attaque à la fois aux questions de santé, de changement climatique et de préservation des forêts.

Outre son activité programmatique sur le terrain, le PNUD est un leader d'opinion en matière de développement durable. En 2011, pour aider les gouvernements à mettre leur pays sur la voie d'un développement faible en émissions et résistant au changement climatique, il a lancé « Catalysing Climate Finance » (Catalyser le financement de la lutte contre le changement climatique), un guide par étape à l'intention des pouvoirs publics. Il leur apprend à attirer des investissements pour les énergies propres, et ce en répertoriant et appliquant un mélange idéal de politiques et de fonds publics, tout en faisant également appel au financement privé.

En se tournant vers l'avenir, le PNUD s'engage à promouvoir le développement durable, et à placer le principe d'équité et de protection de l'environnement au centre de toutes ses activités.



^ Helen Clark, Administrateur du PNUD, avec une famille d'éleveurs en Mongolie.

A handwritten signature in blue ink that reads "Helen Clark".

Helen Clark
ADMINISTRATEUR DU PNUD

INTRODUCTION

L'AVENIR DURABLE QUE NOUS VOULONS

Début 2011, le Secrétaire général des Nations Unies a détaillé un plan d'action quinquennal pour construire « l'avenir que nous voulons », un avenir plus sûr, plus durable et plus équitable.

On retrouve un certain nombre d'impératifs au cœur de ce plan : développement durable, prévention et atténuation des conflits, prévention des violations des droits de l'homme, minimisation des impacts des catastrophes naturelles, amélioration de la sécurité dans le monde, appui aux pays en transition, et appel aux talents des femmes et des jeunes.

Le PNUD est présent dans plus de 170 pays et territoires et a accumulé des décennies d'expérience concrète en matière de développement sur le terrain, qu'il s'agisse d'États fragiles ou de nations à moyen revenu comme le Brésil ou l'Indonésie. Cela fait de nous – avec nos quatre grands domaines de pratique que sont la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la gouvernance démocratique, la prévention des crises et le relèvement et enfin l'énergie et l'environnement – une agence extrêmement bien placée et particulièrement qualifiée pour répondre à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un avenir meilleur.

En effet, ces quatre piliers sont tous nécessaires pour réaliser un avenir durable :

Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD

Le développement durable ne tient pas seulement aux aspects environnementaux du développement mais aussi à ses dimensions économiques et sociales. Par exemple, s'ils s'engagent sur la voie d'une économie verte, les États et le secteur privé doivent veiller également à ce que des politiques favorables aux pauvres garantissent des bénéfices égaux à tous les groupes de population du pays. C'est pourquoi le PNUD a lancé un programme de lutte contre la pauvreté qui essaie d'atteindre les plus démunis et les plus vulnérables dans 23 villes et villages du **Bangladesh**. Intitulé « Partenariats urbains pour la réduction de la pauvreté » le programme aide les communautés à mettre en place des comités de développement et des fédérations villageoises. Quatre-vingt-dix pour cent des dirigeants élus sont des femmes. Les comités planifient et mettent en œuvre des projets de construction pour des infrastructures de base comme des



^ Avec notre appui, des habitantes démunies du Bangladesh rural ont bénéficié de 17,9 millions de journées de travail consacrées à réparer plus de 25 000 kilomètres de routes. Elles se sont sorties de la pauvreté et ont imposé le respect en construisant des infrastructures pour leurs communautés.

CE QUE FAIT LE PNUD

EN 2011, LE PNUD A CONTRIBUÉ À	RÉSULTATS	NOMBRE DE PAYS
La sensibilisation	Modification des comportements envers l'égalité des sexes	81
	Négociation de partenariats de développement fructueux entre groupes allant d'institutions relatives aux droits de l'homme à des organisations de la société civile, des ministères de la Justice ou des commissions pour la paix et la réconciliation.	87
La modification de politiques	Élaboration de plans ou stratégies nationaux en faveur de l'égalité des sexes	56
	Modifications des budgets nationaux ou infranationaux pour tenir compte du développement humain	70
La mise en œuvre de projets	Création de partenariats public/privé pour que les ménages et entreprises à bas revenu aient accès à une large gamme de services financiers et juridiques	22
	Projets pilotes dont l'efficacité prouvée a justifié leur mise à échelle ou leur reproduction	89
Le renforcement de la résilience	Renforcement de la résistance aux crises naturelles ou d'origine humaine aux niveaux national et local	94
	Renforcement des capacités des institutions (allant de ministères de l'Environnement à des organismes privés de microfinance), afin qu'elles puissent résister aux crises et aux chocs	45

puits ou des latrines, ils proposent des contrats d'apprentissage et des programmes de formation professionnelle et ils accordent des subventions de base pour démarrer de petites entreprises. La réussite du programme se mesure aux plus de 2,3 millions de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, qui en bénéficient.

En outre, l'une des principales priorités du PNUD en 2011/2012 et au-delà reste l'accélération des progrès en faveur des OMD. Le PNUD a d'ailleurs créé un Cadre d'accélération des OMD, qu'il est en train de mettre en place dans un nombre croissant de pays. Fin 2012, plus de 30 nations seront à même d'appliquer des plans d'accélération adaptés très exactement à leurs besoins.

Gouvernance démocratique

Un futur aussi ambitieux ne verra pas le jour sans une gouvernance réactive et participative fondée

sur un état de droit. L'une des conditions clés est d'éviter la marginalisation de certains groupes ou communautés qui se verraient privés des bienfaits du développement durable. Pour être durable, la croissance doit être inclusive.

Prévention des crises et relèvement

Les conflits armés, l'augmentation du prix des denrées alimentaires, les répercussions des crises économiques et financières et les catastrophes naturelles qui ne font qu'augmenter en fréquence et en intensité freinent les initiatives de développement dans le monde entier.

Environnement et développement durable

L'accès à une énergie durable est crucial pour rendre les sociétés plus équitables et plus inclusives et pour encourager la croissance verte ainsi que le développement durable en général. Les États doivent trouver un juste milieu



▲ En Tanzanie, un programme financé par le FEM et soutenu par le PNUD travaille avec les habitants pour assurer la gestion durable du lac Tanganyika, dont les ressources riches mais menacées comprennent notamment des perches et des sardines d'eau douce.

LE PNUD ET LE FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)

Depuis 1991, plus de 150 pays ont choisi le PNUD pour leur ouvrir l'accès aux 14 milliards de dollars de subventions gérés par le FEM. En tant qu'agent d'exécution, notre organisation propose des services techniques spécialisés aux États pour qu'ils puissent élaborer des initiatives et combiner l'argent alloué par le fonds avec d'autres sources de revenus (cofinancement), afin de couvrir les coûts non différentiels et appuyer la mise en œuvre de programmes mondiaux, régionaux ou nationaux.

Pendant la période 2010/2011, 150 pays ont collaboré avec le PNUD à la mise en œuvre de 323 projets qui tenaient compte de leurs priorités en matière d'environnement et de développement durable, et ce pour un investissement total de 5,2 milliards de dollars. Les subventions du FEM s'élevaient à 1,2 milliard de dollars, les 4 milliards restants provenant du cofinancement.

Au cours des 18 dernières années, le Programme de microfinancement du FEM, lui aussi géré par le PNUD, a investi 450 millions de dollars, qui ont permis de générer l'équivalent en cofinancements pour plus de 12 000 projets communautaires dans 122 pays différents. Le programme accorde de 35 à 40 millions de dollars par an, sous forme de subventions d'un maximum de 50 000 dollars chacune, à des communautés locales, notamment des populations autochtones ou des organisations communautaires et autres associations non gouvernementales.

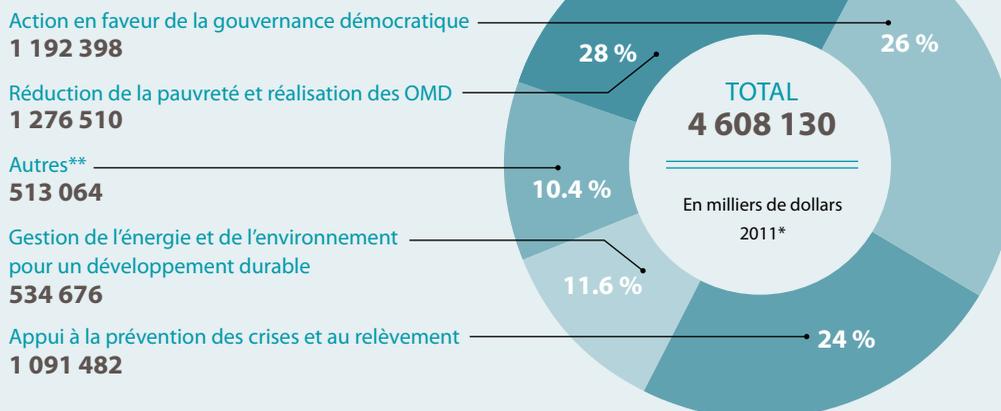
entre le financement de projets énergétiques à grande échelle et un appui à des solutions décentralisées hors-réseau qui répondent aux besoins des populations les plus pauvres et les plus marginalisées.

Selon un rapport 2011 du PNUD, intitulé *Towards an Energy Plus Approach for the Poor* (Vers une solution de type « Energy plus » pour les pauvres), les programmes d'accès aux services énergétiques doivent se faire en conjonction avec d'autres initiatives telles que le microfinancement ou des infrastructures pour le transport, les

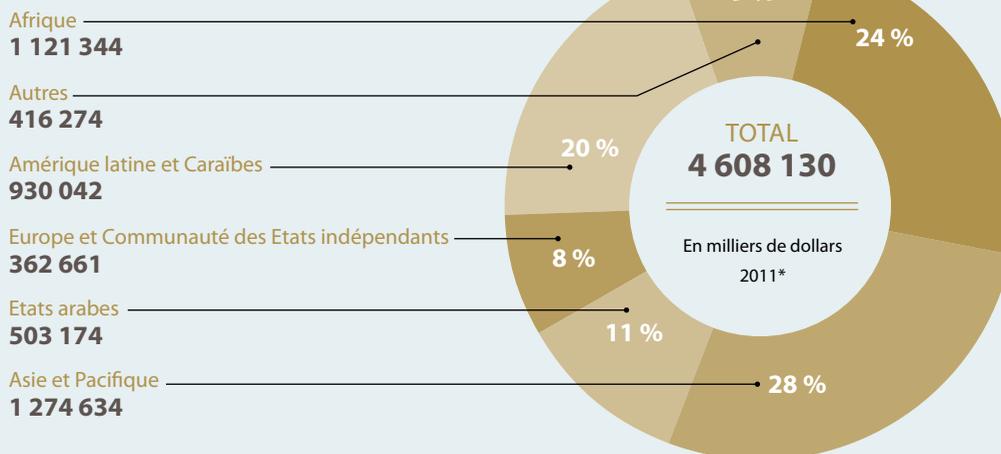
télécommunications, les écoles et les services médicaux. Le rapport conclut en outre que l'accès à divers types d'énergie renouvelable peut aider à sortir les populations de la pauvreté. Les bénéfices que procure un accès universel à des services énergétiques modernes ont un aspect transformationnel : éclairage pour les écoles, cliniques en bon état de marche, pompes pour l'eau et l'assainissement, meilleure qualité de l'air, transformation plus rapide des produits alimentaires et davantage d'opportunités génératrices de revenus, entre autres.

RÉPARTITION PROVISOIRE DES DÉPENSES DE PROGRAMME DU PNUD

PAR DOMAINE DE PRATIQUE



PAR RÉGION



* Chiffres préliminaires au 13 avril 2012

**Comprend les dépenses au titre de programmes mondiaux, régionaux et de pays non liés aux cadres de résultats du développement du Plan stratégique du PNUD, en sus des ressources pour les services d'appui au développement, l'évaluation, le Bureau du rapport sur le développement humain, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, le Bureau des études de développement, le Programme de déploiement d'économistes et les initiatives spéciales.

SOURCE : Groupe d'appui opérationnel/PNUD



« Le PNUD... joue un rôle précieux en veillant à ce que les autorités indiennes puissent disposer d'un réseau tout prêt de solutions pour favoriser le développement inclusif. »

Dr Alok Sheel,
Co-secrétaire du ministère des Finances du Gouvernement indien

Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD

Le PNUD est convaincu que ce sont les pays et leurs citoyens qui sont les plus à même de formuler leurs propres stratégies d'éradication de la pauvreté, en fonction de leurs besoins et de leurs priorités. C'est pourquoi il parraine des projets pilotes novateurs et des programmes de développement locaux. En 2011, grâce à son appui, 29 pays ont adopté des politiques officielles en faveur des petites entreprises et de l'entrepreneuriat féminin. Grâce, en partie, à nos initiatives au niveau national, 50 pays ont introduit des plans de protection sociale incluant les jeunes, les femmes et autres groupes vulnérables.

Le PNUD appuie aussi la réalisation des OMD, cet ensemble de cibles relatives au développement humain que les dirigeants du monde ont convenu d'atteindre au plus tard en 2015, et pour ce faire, il aide les États qui s'efforcent de les atteindre.

Enfin, au vu des effets dévastateurs que le VIH et le sida peuvent avoir sur les acquis du développement humain, le PNUD forge des partenariats avec certains pays et agences pour renforcer la riposte nationale à ces maladies.

◀ Un habitant du village de Gyin Bin, au Myanmar, puise de l'eau à une citerne construite avec l'aide du PNUD et d'AusAID.

LE PNUD EN ACTION

Grâce à un programme gouvernemental bénéficiant de l'aide du PNUD, l'**Azerbaïdjan** peut se targuer d'avoir l'un des systèmes de retraite les plus modernes au monde. Près de 97 pour cent des retraités reçoivent à présent leur pension à temps, via un système électronique de virements bancaires. Depuis, les plaintes ont diminué de façon spectaculaire.

Au **Mexique**, le PNUD et d'autres agences onusiennes ont décidé d'appuyer plusieurs États où les indicateurs sont bas par rapport à la moyenne nationale, notamment ceux du Chiapas, de Guerrero et d'Oaxaca. Ils ont participé à la conception et à la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques. Au Chiapas, la pauvreté extrême a diminué de cinq pour cent au cours des trois dernières années, surtout parmi les populations autochtones.

En **Égypte**, le PNUD a aidé le gouvernement à étendre un programme innovant de transfert d'argent conditionnel, le projet pilote ayant donné de bons résultats dans un quartier du Caire. Près de 25 000 ménages qui vivent dans une extrême pauvreté dans les zones rurales de la Haute-Égypte devraient bénéficier de cette initiative. Dans ces régions, on fait périodiquement des versements en liquide aux femmes chefs de ménage qui veillent à ce que leurs enfants aillent à l'école et passent une visite médicale à intervalles réguliers.

En octobre 2011, après une conférence organisée par le PNUD sur des programmes de protection sociale concluants au **Brésil**, en **Russie**, en **Inde** et en **Chine** (ces pays que les économistes ont surnommé les BRIC), le Gouvernement d'**Afrique du Sud** a incorporé quatre politiques favorables aux pauvres, recommandées par le PNUD dans son plan national de développement sur vingt ans.



Avec l'appui du PNUD, 275 cliniques locales ont été rénovées pour servir plus de 340 000 habitants des communautés ukrainiennes reculées.

UKRAINE : L'AVENIR EST ENTRE LEURS MAINS

Lors de son indépendance en 1991, l'Ukraine a hérité d'une gouvernance imposée d'en haut, qui excluait les citoyens des processus décisionnels. Le retour de près de 300 000 Tatars de Crimée dans les années 1990 a aggravé le problème. La péninsule ukrainienne de Crimée est devenue le théâtre de tensions ethniques croissantes, qui empêchaient les populations de travailler ensemble.

Le Programme de développement et d'intégration de la Crimée, appuyé par un certain nombre de pays partenaires et mis en œuvre par le PNUD, est parti du principe qu'il était possible de donner aux populations les moyens de résoudre ensemble des problèmes communs. En collaboration avec les autorités locales, il a aidé à fonder des organisations communautaires qui ont donné une voix et une tribune aux divers habitants. Depuis

2007, les 25 régions d'Ukraine ont adopté une approche communautaire pour le développement.

Fin 2011, le PNUD avait aidé environ 2 000 communautés rurales ou urbaines à travers le pays et plus d'un demi-million d'Ukrainiens avaient bénéficié de ces initiatives. Le programme a appuyé la mise en œuvre de 1 700 projets et formé plus de 10 000 fonctionnaires, responsables locaux, enseignants et travailleurs de la santé.

Des études indépendantes ont conclu que les autorités locales jouissaient d'un taux d'approbation de 34 pour cent plus élevé dans les communautés utilisant des stratégies de développement local que dans le reste de l'Ukraine. Dans ces communautés, 41 pour cent des sondés ont indiqué que leur confiance dans leur administration locale s'était renforcée.

Améliorer la vie des personnes vivant avec le VIH dans les îles du Pacifique



Le PNUD a passé en revue la législation touchant les personnes vivant avec le VIH dans 15 États insulaires du Pacifique.

34 millions

de personnes vivent avec le VIH dans le monde.

En 2011, le PNUD a déboursé 275 millions de dollars pour promouvoir les ripostes au VIH dans 46 pays.

J.¹ a appris qu'elle était séropositive suite à un dépistage effectué lors d'une visite prénatale. Elle regagné son village, aux Fidji, et a révélé son statut à sa mère. Cette dernière l'a rejetée, à cause de la stigmatisation associée au VIH et au sida, et en fin de compte, la jeune femme a été contrainte de quitter son foyer et sa communauté. Elle est partie habiter chez un lointain cousin, mais elle éprouvait de tels sentiments de honte et de désespoir et elle craignait tellement la réaction des autres qu'elle allait jusqu'à refuser les visites des travailleurs de la santé.

Si peu répandus que soient le VIH et le sida dans les États insulaires du Pacifique, la stigmatisation et la discrimination empêchent une riposte efficace. Les personnes vivant avec le virus sont dès lors très exposées à des violations des droits de l'homme. En effet, il existe encore un certain nombre de lois punitives qui renforcent la stigmatisation sociale dans les pays du Pacifique et empêchent l'accès aux services de prise en charge des patients.

Pour surmonter ces obstacles, le PNUD a forgé un partenariat avec des donateurs internationaux, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, des organisations régionales, les pouvoirs publics et la société civile afin de créer un environnement protecteur plus sûr pour ceux qui vivent avec le VIH dans les îles du Pacifique. Ils peuvent ainsi avoir accès à des services de qualité pour le suivi du VIH et du sida.

Pour commencer, le programme a fait des recherches juridiques et étudié méticuleusement les impacts de la législation sur les personnes vivant avec le VIH ou affectées par le virus dans les 15 États insulaires du Pacifique. Il a aussi examiné différentes options pour promouvoir une réforme législative axée sur les droits de l'homme dans ces pays et pour encourager les bonnes pratiques dans toute la région.

Forte de ces conclusions, l'initiative, en coopération avec les ministres de la Santé et les procureurs généraux des pays concernés, a pris contact avec des chefs religieux et des militants, en plus de communautés exclues ou marginalisées comme les travailleurs du sexe, les homosexuels et les transgenres, les handicapés et les personnes vivant avec le VIH.

Depuis, les Fidji ont retiré de leur code pénal une loi discriminatoire sur la sodomie. En 2009, le pays a demandé l'aide de l'ONU pour la rédaction d'une législation sur le VIH et le sida qui soit respectueuse des droits de l'homme. En 2011, le gouvernement des Fidji a présenté un projet de loi répondant à ces critères. Cependant, deux clauses contraires aux principes des droits de l'homme ont été rajoutées à la dernière minute. L'une pénalisait la transmission « volontaire » du VIH et l'autre reprenait les restrictions liées au VIH et au sida qui frappaient les personnes souhaitant entrer aux Fidji, y demeurer et y établir leur résidence. Des actions de sensibilisation supplémentaires

¹ Par mesure de protection, nous ne publions pas son vrai nom.

en juillet 2011 ont permis d'introduire des amendements à la loi et ces dispositions en ont été éliminées en août 2011.

Au cours des deux ou trois dernières années, suite à des contacts constructifs avec les pouvoirs publics, la société civile et les réseaux de personnes vivant avec le VIH, les États insulaires du Pacifique ont pris conscience du rôle que pouvaient jouer les droits de l'homme dans la mise sur pied d'une riposte plus efficace au VIH et au sida. C'est pourquoi le PNUD appuie des réformes législatives dans les îles Cook et Salomon, à Kiribati, Tuvalu et Vanuatu.

J. est retournée dans son village il y a peu et sa communauté l'a acceptée.

« Il m'a fallu du temps pour reprendre confiance en moi et me sentir à nouveau en possession de mes moyens », a-t-elle reconnu récemment au cours d'une interview.

Elle est devenue membre d'un réseau de personnes vivant avec le VIH, suit un traitement et est devenue ambassadrice de la lutte contre le VIH/sida.

« Il fallait que je revienne. C'est une force irrésistible et ensemble, nous sommes plus forts. »



◀ J. a été contrainte de quitter sa communauté lorsqu'elle a révélé son statut VIH.



L'appui du PNUD a eu « un impact majeur sur le renforcement des capacités du système judiciaire. »

Emmanuel Akomaye Agim,
Président de la Cour suprême de la République de Gambie

Gouvernance démocratique

En 2011, un vent nouveau a soufflé avec force sur toute la planète, emportant des nations et des communautés tout entières, surtout dans les régions des États arabes et d'Afrique, et réaffirmant l'impérieuse nécessité d'une gouvernance démocratique fondée sur l'inclusion, la responsabilisation, la participation et la non-discrimination, en particulier des femmes et des jeunes.

Tous les quinze jours, il y a, quelque part dans le monde, un scrutin auquel le PNUD apporte son appui. En 2011, notre organisation a aussi aidé 15 pays à adopter des initiatives qui ont fait progresser le pourcentage d'électeurs inscrits, dont un grand nombre de femmes. En Afrique subsaharienne, la représentation féminine s'est accrue au sein des corps législatifs, des administrations locales ou des comités de développement locaux et un nombre plus grand de femmes occupent des fonctions ministérielles.

Le PNUD est intervenu pour faciliter la transition au lendemain des mouvements révolutionnaires dans les États arabes : il a organisé des formations électorales et fourni une expertise technique à sept pays de la région, dont l'**Égypte**, la **Tunisie** et le **Yémen**.

◀ Le PNUD a mobilisé un nombre sans précédent de jeunes électeurs pour le premier scrutin démocratique tunisien, en octobre 2011. Il a eu recours pour cela à des méthodes de campagne traditionnelles ainsi qu'aux médias sociaux.

LE PNUD EN ACTION

En septembre 2011, avec une aide du PNUD s'élevant à plus de 400 000 dollars, le parlement du **Bénin** a inauguré une station radio couvrant tous les débats parlementaires en direct. Depuis, les auditeurs peuvent prendre connaissance des propositions faites par leurs représentants et il leur arrive d'y réagir. Leur nombre s'élève à un million.



Au **Nicaragua**, le PNUD a collaboré avec 54 municipalités pour améliorer la coordination entre les organismes gouvernementaux et répondre aux besoins de leurs administrés. Depuis, partout dans le pays, les budgets municipaux comprennent des fonds réservés à des projets destinés à améliorer l'accès à l'eau potable ou à effectuer des travaux urgents de réfection des routes principales ou d'entretien des bâtiments scolaires. En outre, six plans d'investissement municipaux prévoient des initiatives pour combattre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans les régions les plus démunies du pays.

En 2011, le PNUD a aidé le futur gouvernement du **Soudan du Sud** à mettre sur pied des organismes étatiques dans les mois qui ont précédé la déclaration d'indépendance du 9 juillet 2011. En mai 2011, l'un des quatre centres juridiques destinés à informer les femmes de leurs droits, notamment dans des cas de violence familiale ou d'abus sexuels, a ouvert ses portes dans l'État de l'Équateur occidental.



Irène Mambilima, présidente de la Commission électorale zambienne, s'apprête à voter, alors qu'un scrutateur vérifie son inscription sur les listes électorales.

ÉLECTIONS EN ZAMBIE

En **Zambie**, 5,2 millions de personnes se sont inscrites sur les listes électorales en vue du scrutin de septembre 2011. Parmi eux, il y avait 1,3 million de nouveaux électeurs, dont beaucoup de jeunes et de femmes.

Le Secrétaire général des Nations Unies a qualifié le scrutin de « processus crédible et transparent ». Près de trois millions de personnes se sont rendues aux urnes afin d'élire le président, les membres de l'Assemblée nationale et les représentants des collectivités locales.

Depuis 2009, le PNUD gère 19 millions de dollars de fonds versés par les donateurs afin de soutenir les activités de la Commission électorale zambienne en matière de renforcement des capacités, d'éducation électorale, d'amélioration des formations, telles celles destinées aux journalistes pour les sensibiliser aux reportages électoraux éthiques ou à 15 000 policiers pour les initier à des thèmes comme les droits de l'homme ou la surveillance du scrutin.

Nous avons collaboré avec la Commission pour permettre aux électeurs de s'inscrire

par une simple saisie de leurs empreintes digitales grâce à un procédé biométrique (une première dans l'histoire de la Zambie). Nous avons également contribué à la formation de 50 000 agents électoraux et de plus de 1 400 animateurs en éducation civique et électorale, qui ont ensuite été déployés dans tout le pays en vue du scrutin. De plus, le PNUD a apporté son aide à l'inscription des électeurs avant le scrutin.

La Commission électorale et la police zambienne ont mis en place un centre spécial pour surveiller le scrutin et répondre à d'éventuelles violences. Enfin, le PNUD a produit et distribué un code de conduite électorale en sept langues locales.

Suite à cet énorme travail, la participation au scrutin a été importante et la Zambie a connu une passation de pouvoir pacifique.

Un certain nombre de partenaires ont fourni une aide financière, y compris le Canada, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Commission européenne.

Rédiger des lois qui reflètent les besoins des citoyens ordinaires au Vietnam



10 000

personnes peuvent maintenant se prononcer sur les décisions des pouvoirs publics qui les affectent.

16

provinces et villes du pays ont pris part au projet à la fin 2011.

Le PNUD aide

90

pays à assurer l'accès à la justice.

Tran Thi Hy dirige l'association pour la promotion de l'étude à Cho Lau, dans la province vietnamienne de Binh Thuan. Elle a récemment assisté à un débat au sujet d'une proposition visant à augmenter les frais scolaires.

« On m'a donné un questionnaire à remplir et on m'a invité à prendre la parole, explique-t-elle. Je trouve important que le Conseil populaire organise des consultations publiques de ce style avant d'adopter la moindre résolution. »

Le droit des citoyens à participer aux processus décisionnels constitue un des aspects fondamentaux d'un État démocratique. Un programme du PNUD étalé sur trois ans a introduit le principe de consultations publiques au Vietnam, donnant ainsi à plus de 10 000 personnes la possibilité de se prononcer sur des décisions gouvernementales qui les touchent directement. C'est ainsi que beaucoup de propositions et décisions provinciales ont été modifiées pour mieux refléter les besoins, les droits et les espoirs des citoyens.

Les villageois de la commune de Minh Quang, dans la province nord de Vinh Phuc, ont par exemple découvert qu'ils n'avaient plus le

droit d'hypothéquer leurs terres. Du coup, les banques ont refusé près de 300 demandes de prêts. Un redécoupage des circonscriptions avait eu pour conséquence d'invalider les titres fonciers, et les habitants s'étaient retrouvés dans l'incapacité d'obtenir les prêts dont ils avaient besoin pour investir dans leurs terres ou leurs entreprises.

La province de Vinh Phuc avait été sélectionnée, à la même époque, pour un projet pilote du PNUD visant à mettre en place des consultations publiques sur tout son territoire. Le Conseil populaire a organisé des audiences publiques pour débattre du problème des titres fonciers après avoir consulté 700 citoyens.

Le Conseil populaire a alors fait part de leurs objections aux banques et aux administrations locales, à la suite de quoi, les habitants ont reçu de nouveaux titres fonciers reflétant les nouvelles divisions administratives. Ils ont maintenant accès à des prêts si nécessaire.

« J'ai eu la chance de représenter 298 ménages lors de l'audience publique où j'ai été invité à parler », explique Nguyen Tien Loi. Il y est allé avec neuf autres représentants du village of Minh Quang. « Après la séance, j'ai vu les

autorités réagir immédiatement à différents niveaux et notre famille a reçu de nouveaux titres fonciers. J'en suis très heureux. »

Le projet a démarré dans trois provinces et fin 2011, il s'est étendu à 16 autres provinces et villes du pays, y compris la plus grande, Hô-Chi-Minh-Ville.

À Binh Thuan, Tran Thi Hy et 1 300 autres villageois ont dit ce qu'ils pensaient des frais scolaires. Le message des citoyens au Conseil populaire était clair : même s'il semblait logique de les augmenter, cela risquait de faire obstacle à la scolarisation des enfants. Ils proposaient plutôt de reporter l'augmentation à plus tard et que les fonds nécessaires proviennent du budget gouvernemental. Suite à cette consultation, le Conseil populaire a accepté de reporter à plus tard sa décision d'augmenter les frais scolaires.

› Nguyen Tien Loi, 58 ans, dans la rizière familiale. Province De Vinh Phuc, Vietnam.





Prévention des crises et relèvement

Les catastrophes naturelles, les conflits ou de fortes fluctuations des conditions économiques menacent les gains durement acquis du développement. Nos activités dans le domaine de la prévention des crises et du relèvement aident les pays à éviter les conflits armés, à atténuer les effets des catastrophes naturelles et à rebâtir en mieux et en plus solide en cas de crise.

Le PNUD considère que placer l'égalité des sexes au cœur de toutes ses stratégies est crucial pour son travail. Ainsi, ses programmes renforcent les organes nationaux ou locaux pour que ceux-ci puissent opposer des ripostes à la violence sexiste. Ils donnent la priorité à l'engagement civique des femmes et à leur leadership dans la prévention et la gestion des situations de crises.

Notre organisation veille à ce que les institutions étatiques soient en mesure d'offrir à la population une justice meilleure et une plus grande sécurité (surtout civile) dans les zones touchées par les conflits. Enfin, les programmes de création d'emploi ont nettement contribué aux activités de relèvement en 2011 : plus de 170 000 travailleurs, qualifiés ou non, ont presté 5,2 millions de journées de travail dans des situations d'après crise.

◀ Le PNUD a aidé le Gouvernement pakistanais à envoyer des secours, à prendre des mesures de relèvement et à offrir des compensations à plus de 7 600 familles déplacées par les inondations.

LE PNUD EN ACTION

Fin 2011, trois ans après le passage de l'ouragan Gustav, qui a dévasté une grande partie de **Cuba**, laissant 90 000 ménages sans abri, 70 pour cent de ces familles avaient reconstruit leur maison avec l'aide d'un programme commun entre le PNUD et leur gouvernement. Pendant cette période, plus de 300 personnes ont été engagées après avoir reçu une formation aux métiers de la construction. De plus, le PNUD a créé plus de deux douzaines de centres permettant la production sur place des matériaux nécessaires.

En **Colombie**, le PNUD a apporté son concours à des initiatives gouvernementales visant à formuler des plans pour la paix et le développement qui donnent aux victimes des paramilitaires et de la guérilla un accès plus facile aux fonctionnaires de l'administration. Ils permettent aussi une restitution plus complète des terres saisies pendant le conflit. Nous avons fourni un appui à 796 organisations de la société civile représentant des victimes du conflit, dont 83 associations de femmes. En 2011, 38 000 travailleurs agricoles avaient pris possession de plus de 121 000 hectares de terres.

Des centaines de femmes devenues veuves ou victimes de violences sexuelles pendant la dizaine d'années qu'a duré le conflit dans l'est de la **République démocratique du Congo** ont commencé à créer de petites entreprises pour redémarrer dans la vie. Avec le soutien du PNUD, 129 associations de femmes, comprenant au total 2 165 membres dans le Sud-Kivu et plus de 1 500 dans le Nord-Kivu, ont lancé des entreprises rentables dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, de la broderie, de la restauration et de la pâtisserie.



De jeunes Somaliens travaillent au renforcement de berges en proie à l'érosion. Un programme onusien appuyé par le PNUD s'attache à fournir du travail et des opportunités d'apprentissage aux enfants et adolescents les plus susceptibles de rejoindre des groupes armés.

LE PNUD RÉAGIT À LA FAMINE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

En 2011, après cinq saisons consécutives de précipitations insuffisantes, les pays de la Corne de l'Afrique, dont **Djibouti**, **l'Éthiopie**, le **Kenya** et la **Somalie**, se sont trouvés confrontés à leur pire sécheresse depuis 60 ans. Avec 13 millions de personnes touchées, celle-ci a provoqué la plus grave crise alimentaire depuis 20 ans et la première famine du XXI^e siècle. Pour sa part, le PNUD est intimement convaincu que des investissements judicieux dans la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience sont essentiels pour aider ceux qui sont touchés par des cycles de catastrophes ininterrompus.

En Somalie, en dépit de problèmes de sécurité et d'accès, le PNUD a procédé à la modernisation d'infrastructures agricoles essentielles, dont 25 kilomètres de canaux et 59 installations de captage pouvant stocker près de 380 000 mètres cubes d'eau. Le programme a aussi rénové les infrastructures sociales : il a bâti 94 kilomètres de routes d'accès, distribué 1 500 cuisinières éco-

énergétiques et 36 tonnes de charbon, et planté 18 000 arbres. Ces initiatives ont créé 280 000 journées de travail pour 8 300 personnes.

La famine somalienne a provoqué une intensification des flots de réfugiés vers le Kenya voisin. Les camps le long de la frontière accueillent plus de 463 000 personnes. En outre, quelque 3,8 millions de Kenyans sont eux aussi touchés par la sécheresse. Les ressources se faisant rares, le PNUD a multiplié les programmes essentiels pour améliorer les conditions de vie dans le nord du Kenya.

Fin 2011, quelque 18 000 personnes vivant aux alentours des camps ont vu s'améliorer l'accès à l'eau, grâce à des puits de surface et d'autres moyens de collecte et de conservation. Cela a permis de réduire la tension entre les réfugiés et leurs voisins. De plus, le programme a fourni 7,7 tonnes de semences particulièrement adaptées aux conditions arides.

Deux ans après, Haïti reconstruit



1,5 million

de personnes ont été déplacées lors du séisme de 2010 qui a également fait 200 000 morts.

2 700

Haïtiens ont été formés par le PNUD dans des domaines d'importance vitale pour le relèvement et le développement.

1,6 million

de personnes dans le monde ont bénéficié en 2011 des programmes du PNUD en faveur de l'emploi.

Deux ans après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010, Haïti reste confronté à d'importants obstacles sur la voie du relèvement. Le pays, qui devait déjà faire face à une multitude de problèmes de développement, a subi de lourdes pertes lors du tremblement de terre : 200 000 morts et 1,5 million de déplacés, 300 000 bâtiments endommagés, voire complètement détruits. Une épidémie de choléra et un ouragan sont venus compliquer les travaux de reconstruction.

La réponse humanitaire internationale a été sans précédent. Non seulement le PNUD a coordonné l'aide internationale, mais il a lancé une série d'initiatives, comme les programmes « Argent contre travail », afin d'aider les Haïtiens à faire face à ces ravages.

En 2011, la reconstruction et le relèvement en Haïti ont franchi un cap crucial en passant d'une aide strictement humanitaire à la phase de relèvement à long terme. Le PNUD a quasi doublé l'ampleur de sa coopération avec le Gouvernement haïtien et intensifié ses activités en matière de gestion des décombres ou de reconstruction, créant ainsi des milliers d'emplois pour la population. Grâce à ces efforts, ces deux dernières années ont vu l'évacuation de 50 pour cent des débris, la création de plus de 300 000 emplois et la construction de 2 000 mètres de murs pour consolider les berges.

En janvier 2012, le PNUD avait déjà proposé des formations à 2 700 Haïtiens travaillant dans des domaines cruciaux du relèvement et du développement : juges, greffiers et agents de police, mais aussi menuisiers, maçons et experts en atténuation des risques ou en protection de l'environnement. Cinq centres d'appui communautaires, connus sous l'acronyme CARMEN, ont procédé à l'évaluation technique de 2 000 maisons endommagées et formé 5 000 personnes aux techniques de la construction.

Les programmes environnementaux et de gouvernance du PNUD, suspendus pendant la crise humanitaire provoquée par le séisme, ont été réactivés en 2011. Le PNUD et ses partenaires ont lancé des projets de gestion du bassin hydrologique, de reboisement et de promotion des énergies renouvelables. D'août à décembre 2011, l'agence a contribué à la plantation de 400 hectares de forêts et à la création de 220 000 hectares de zones protégées, afin de préserver une indispensable biodiversité.

En tant que principal bénéficiaire, en Haïti, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le PNUD a lancé des programmes de lutte contre le VIH, le sida et la tuberculose. En 2011, notre organisation et ses partenaires ont contribué à la guérison de 60 pour cent des 33 000 patients tuberculeux

du pays et ont pu détecter 5 200 nouveaux cas. L'initiative a aussi fourni des traitements antirétroviraux à plus de 33 000 personnes vivant avec le VIH, elle a procédé à plus de 140 500 tests de dépistage et distribué près de 10 millions de préservatifs.

Pour toutes ses activités en Haïti, le PNUD adopte une approche hautement participative. Il forge des partenariats à tous les niveaux de l'administration gouvernementale, ainsi qu'avec des ONG locales ou internationales, avec le secteur privé local et, d'abord et avant tout, avec la population haïtienne. Pour assurer un relèvement et un développement réellement durables, les communautés doivent jouer un rôle central dans les projets de reconstruction, ce qui leur permettra de prendre le contrôle de leur pays et de choisir elles-mêmes leur avenir.

> Nerlande Bernard, 28 ans, a dû abandonner ses études quand elle était jeune. Aujourd'hui, cette mère de trois enfants qui dirige seule son ménage a du mal à joindre les deux bouts. Elle travaille de temps à autre comme femme de ménage, mais n'a pas d'emploi stable. Le séisme ayant détruit sa maison en janvier 2010, elle s'est retrouvée dans un camp de déplacés avant d'être emmenée dans un refuge temporaire dans un quartier appelé Cité Canada, à Port-au-Prince. Elle adore l'artisanat et voudrait faire carrière dans ce domaine.

« J'ai besoin de plus de compétences si je veux persévérer dans ce secteur, reconnaît-elle. J'ai été ravie d'être choisie pour participer à la formation proposée par le PNUD et l'ONG Femmes en démocratie. Je pense que je suis sur la bonne voie. »



A dark grey world map with numerous small yellow dots scattered across the continents, primarily concentrated in Europe and Asia. The title 'L'avenir durable' is overlaid in a large, bold, yellow font.

L'avenir durable

SOURCE : DÉPARTEMENT DE L'APPUI AUX MISSIONS, UNITÉ CARTOGRAPHIQUE DES NATIONS UNIES

Les frontières, les noms et les dénominations utilisés sur cette carte n'impliquent aucune adoption ou acceptation officielles par les Nations Unies.



que nous voulons ...

PAYS ET TERRITOIRES OÙ LE PNUD EST PRÉSENT

PRINCIPAUX RÉSULTATS

JUIN 2011 – MAI 2012

...est en train
de voir le jour

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

JUIN
2011



Logan Abassi/ONU-MINUSTAH

Le 5 juin, Journée mondiale de l'environnement, 200 étudiants ont été
rendus dans l'une des rares forêts de leur pays pour planter p
pin. Le PNUD a fait équipe avec le ministère de l'Environnem
agences onusiennes pour sponsoriser cette manifestation.

Un progr
PNUD et
de retire
volantes
du Résea
la Barrière
importan
secteur c

Naissance de
la nation du
Soudan du Sud
le 9 juillet 2011.

JUILLET
2011

Silvia Mant...

AOÛT
2011

→ *Forbes Magazine* place Helen Clark, Administrateur du PNUD, sur sa liste des 100 femmes les plus influentes au monde.



PNUD

OCTOBRE
2011



Noeman AlSayyad/PNUD

nts haïtiens se sont
plus de 2 000 semis de
ent haïtien et d'autres

→
ramme soutenu par le
le FEM au **Belize** a permis
r plus de 15 000 rascasses
(une espèce envahissante)
au de réserves du Récif de
re, destination touristique
nte et élément vital du
de la pêche.



Nadia Westby



illa/PNUD

SEPTEMBRE
2011



Christina LoNigro/ PNUD

Le PNUD et le **Mexique**
fêtent les cinquante ans
de présence de notre
organisation dans le pays.

NOVEMBRE
2011

DÉCEMBRE
2011



Le 23 octobre 2011, date des premières élections libres et démocratiques en **Tunisie**, 76 pour cent des 4,1 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes, avec l'appui crucial du PNUD et de l'Union européenne.



Valeria Witters pour le PNUD

Le 13 décembre 2011, trois Ambassadeurs de bonne volonté du PNUD, Didier Drogba, Ronaldo Lazario de Lima et Zinédine Zidane, participent au neuvième Match contre la pauvreté du PNUD à Hambourg (Allemagne). La manifestation a permis de récolter 150 000 dollars pour appuyer les activités de lutte contre la famine dans la Corne de l'Afrique.

FÉVRIER
2012



Le 8 février 2012, le PNUD lance son tout premier rapport sur le développement humain pour la région Caraïbes. Celui-ci aborde la question de la sécurité et de la criminalité dans les sept pays anglophones ou néerlandophones des Caraïbes.



Élections nationales pacifiques en **Guyane** le 28 novembre 2011. Après les consultations électorales précédentes, qui avaient provoqué des tensions ethniques et des troubles, le PNUD et le gouvernement ont pris des mesures au niveau national pour renforcer la médiation et le dialogue politique.



Avec l'aimable autorisation du Guyana Times



PNUD Indonésie

Lorsqu'un puissant séisme de magnitude 7,6 frappe la province d'Aceh, sur la côte ouest de l'**Indonésie**, le 10 janvier 2012, la majorité de la population gagne promptement des endroits plus sûrs, grâce, en partie, aux nombreuses formations du PNUD. Il s'agit là d'une différence marquante par rapport à ce qui s'était passé sept ans plus tôt, lorsqu'un séisme suivi d'un tsunami dévastateur avait entraîné la mort d'environ 170 000 personnes dans la province.

JANVIER
2012

MARS
2012



AVRIL
2012



Worldfest

Le documentaire du PNUD *Révéle : la fonte des glaciers de l'Himalaya*, remporte le 1er prix au 45e Festival international du film Worldfest, le plus vieux festival de films indépendants du monde. Discovery Asia et Arrowheads Films figurent parmi les co-producteurs.



Au service
des peuples
et des nations

L'initiative Équateur, qui fête son 10e anniversaire cette année, annonce le nom des 25 groupes communautaires de diverses régions du monde qui recevront le Prix Équateur 2012, qui récompense des contributions marquantes au développement durable. Au **Brésil**, le Réseau Pacari regroupe des organisations locales et des pharmacies traditionnelles qui cultivent des plantes médicinales pour améliorer la santé de la communauté, préserver les connaissances traditionnelles, créer des emplois et préserver la biodiversité dans le biome du Cerrado.



PNUD



©Muhammad Hamed/Reuters

La **Jordanie** est à présent complètement débarrassée de ses mines antipersonnel, après avoir été le premier pays du Moyen Orient à remplir ses obligations au titre de l'Article 5 de la Convention sur l'élimination des mines, avec l'appui du PNUD et d'autres partenaires, comme *Norwegian Peoples Aid*.

MAI
2012



Un programme appuyé par le PNUD le long de la côte occidentale du Suriname vise à améliorer la gestion de près de 373 000 hectares de zones humides, de mangroves et de vasières protégées, qui offrent chaque année un abri à des millions d'oiseaux migrateurs. >

Environnement et développement durable

Il est de plus en plus communément admis que l'impact des changements climatiques, l'absence de services énergétiques fiables et la destruction ou la dégradation de l'environnement naturel menacent la réalisation des OMD et ralentissent les progrès vers un développement humain durable et inclusif.

Le PNUD est un acteur important d'une série d'initiatives qui, à travers le monde, proposent des stratégies pour des questions comme la sylviculture, l'accès des pauvres à l'électricité, la désertification, la préservation de la biodiversité, l'eau ou l'adaptation au changement climatique. Il est aussi le principal agent d'exécution des programmes du FEM et de toute une série de fonds relatifs au climat. Quelles que soient ses interventions dans ce domaine, notre organisation place les besoins des populations pauvres et vulnérables au centre de ses activités, pour que les nations puissent gérer l'environnement de manière réellement durable.

En 2011, avec l'aide de l'agence, 41 pays ont adopté des initiatives qui leur ont permis d'accroître l'accès des pauvres aux énergies propres et renouvelables.

< Avec l'appui du PNUD, une microcentrale hydroélectrique permet à des communautés népalaises non reliées au réseau de s'éclairer.



LE PNUD EN ACTION

Un projet du PNUD au **Zimbabwe** (financé par le FEM) vise à régénérer environ 20 000 hectares de forêt sur le mont Nyangani, qui abrite des léopards, des babouins, des hyènes, 150 espèces d'oiseaux et environ 20 espèces de poissons. Par la même occasion, on a enseigné des techniques agricoles durables aux villageois de la région et on leur a appris à pratiquer un type d'élevage qui soit à la fois écologique et rentable.

Au **Pakistan**, à la suite d'un projet du PNUD conçu pour protéger et gérer durablement l'écosystème des forêts de genévriers dans le district de Ziarat, on a constaté une modification des politiques d'orientation dans le secteur forestier. Le projet a également forgé un partenariat avec le Conseil pakistanais des technologies pour une énergie renouvelable afin de fournir gratuitement 12 systèmes solaires à 10 villages reculés dont les habitants utilisaient le bois de genévrier ou le kérosène comme combustibles.

Aux **Philippines**, un projet clôturé en juin 2011 a apporté son concours au gouvernement pour qu'il prenne des mesures à large portée afin de favoriser les systèmes d'éclairage écologiques. Il a par exemple fait adopter une loi imposant ce type d'éclairage dans tous les bâtiments publics et dans les logements et écoles financés par l'État. Cela permet d'économiser des dizaines de milliers de dollars par an, d'autant plus qu'aujourd'hui, 83 pour cent des lampes électriques sont alimentées à l'énergie solaire.

LE PNUD ET LE PROTOCOLE DE MONTRÉAL : 25 ANS APRÈS

L'année 2012 marque le 25^e anniversaire du Protocole de Montréal. Ce traité international appelant à l'élimination des gaz qui détruisent la couche d'ozone a été signé et ratifié par 196 pays. Le Protocole a été conçu pour parer à une diminution de 70 pour cent de la couche d'ozone, qui protège la Terre des dangereux rayons ultraviolets.

Même si certains problèmes persistent, il est communément admis que le Protocole de Montréal a été une réussite à l'échelle planétaire. La preuve en est que depuis son entrée en vigueur en 1987, la production et la consommation des chlorofluorocarbones (CFC), qui attaquent la couche d'ozone et provoquent un réchauffement climatique, ont été réduites à zéro partout dans le monde. Les efforts mis en œuvre pour appliquer le Protocole prouvent qu'il est possible de s'attaquer à des questions environnementales difficiles et de les résoudre de manière équitable et durable.

Entre 1991 et 2011, le PNUD a aidé des pays en développement à obtenir un total de 616 millions de dollars auprès du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et 27 millions auprès du FEM, afin d'éliminer les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Le PNUD a aussi aidé 124 pays à éviter de produire l'équivalent de plus de

3,97 gigatonnes de gaz à effets de serre et à éliminer plus de 68 000 tonnes de SAO.

Le PNUD a aidé les pays participants à adopter des technologies peu gourmandes en SAO dans des secteurs importants comme la réfrigération et la climatisation, les mousses, les solvants, l'agriculture et la santé. Les technologies alternatives protectrices de la couche d'ozone ont apporté une valeur ajoutée, car elles ont un rendement énergétique plus élevé et elles sont écologiques et relativement bon marché. Elles ont ainsi permis à des milliers de petites et moyennes entreprises de maintenir leur compétitivité et de garantir des revenus stables aux ménages qui en dépendent.

Non seulement ce type d'activités est bon pour l'environnement, mais ses acquis pour le développement humain ne sont pas négligeables. Depuis 1997, le PNUD aide des milliers de cultivateurs, dans 20 pays différents, à tester des alternatives au bromure de méthyle, un produit chimique toxique qu'on utilise comme fumigant du sol contre les insectes et vers nuisibles ou les mauvaises herbes. Non contents d'appauvrir la couche d'ozone, ces produits toxiques peuvent être nocifs pour les travailleurs agricoles, parmi lesquels on compte des femmes et des enfants en grand nombre.

LE PROGRAMME OZONE DU PNUD EN UN COUP D'ŒIL (1991-2011)

Source de financement	Élimination de tonnes potentielles de destruction de l'ozone	Nombre de projets	Nombre de pays	Valeur totale des subventions allouées aux projets (millions de dollars)
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	66 530	2 176	105	616
FEM	1 789	24	19	27
TOTAL	68 319	2 200	124	643

SOURCE : PNUD-FEM

Faire revivre des mangroves au Sénégal



2 000

hectares de mangroves rares ont été reboisées dans le nord du Sénégal.

1 140

villageois bénéficient d'un compte mutuel d'épargne et de crédit appuyé par le PNUD.

19 million

d'hectares de terres ont été réhabilitées à travers le monde avec l'appui du PNUD.

À quelques kilomètres de Saint-Louis, capitale de la région du même nom au nord du Sénégal, on peut voir une bande de terre où pousse la mangrove le plus au nord de l'Afrique de l'Ouest. C'est un peuplement génétiquement isolé, ce qui rend sa préservation d'autant plus urgente, tant pour ceux qui en dépendent pour leur subsistance que pour la santé écologique de la région.

La population locale ayant procédé à un abattage effréné pendant sept ans, la mangrove ne couvrait plus que 400 hectares au lieu des 1200 d'origine.

En 2003, le PNUD s'est associé au FEM et à l'État sénégalais pour financer la création de 26 réserves communautaires nationales dans tout le pays. L'une d'entre elles inclut les mangroves de Saint-Louis. La réserve de mangroves couvre 12 villages abritant un total de 12 000 habitants.

Pour que le programme des réserves fonctionne, la population qui vit dans les mangroves ou aux alentours doit prendre

en charge leur restauration et en assumer la responsabilité pleine et entière. Le programme a sponsorisé une importante campagne de sensibilisation, avec visites des directeurs de projet, réunions dans chaque village et pubs radio pour expliquer l'initiative. Cinq moteurs hydrauliques flambant neufs règlent désormais le niveau de l'eau et permettent de l'endiguer suffisamment pour que la mangrove reste saine.

Depuis, ces mangroves rarissimes, peuplées de palétuviers *Avicennia africana*, ont commencé à se reconstituer, grâce à une technique de reboisement spéciale pratiquée par les femmes de la réserve communautaire naturelle du village de Gandon. Comme la plupart des hommes d'âge actif vivent et travaillent ailleurs, ce sont les femmes qui ont pris sur elles de reboiser 2 000 hectares de mangroves, où l'on observe à présent des carpes, des huîtres et des abeilles, espèces qui avaient toutes quasi disparu.

« La mangrove revit », se réjouit Rokhaya N'diaye, l'une des femmes de la réserve qui a replanté les palétuviers. « Le travail est très

dur pour nous, les femmes, car nous devons marcher dans la boue et porter les plants. Au début, nous trouvions cela décourageant, mais nous avons appris qu'il nous fallait continuer, car nous avons pu constater le résultat de nos efforts. »

La promotion de modes de subsistance écologiques pour les habitants du lieu est un élément central du plan relatif aux réserves communautaires nationales. À Saint-Louis, par exemple, le programme a aidé les villageois à ouvrir et gérer leurs propres comptes de prêt et d'épargne. En 2011, ceux-ci contenaient 323 000 dollars et faisaient vivre 1 140 personnes. Ils ont aussi permis l'achat de 171 ruches et d'un bateau de pêche à moteur pour l'écotourisme.



FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR LA PAUVRETÉ : DÉPENSES 2011

En dollars EU

Réponse du PNUD à la crise économique

Politiques et stratégies pour une croissance inclusive	79 131
--	--------

Mondialisation et commerce inclusifs

Stratégies OMD	325 045
----------------	---------

Politiques et stratégies pour une croissance inclusive	11 944
--	--------

Commerce, investissements, propriété intellectuelle et migrations	223 880
---	---------

Développement inclusif

Évaluation et suivi de la pauvreté	115 802
------------------------------------	---------

Politiques et stratégies pour une croissance inclusive	287 980
--	---------

Appui aux OMD

Stratégies OMD	153 970
----------------	---------

TOTAL	1 197 752
--------------	------------------

SOURCE : Bureau des politiques de développement/PNUD

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE : DÉPENSES 2011

En dollars EU

Engagement civique	1 408 726
---------------------------	-----------

Processus électoraux	11 855 114
-----------------------------	------------

Cybergouvernance	818 676
-------------------------	---------

Gouvernance nationale, régionale, locale	7 505 266
---	-----------

Renforcement de la législation	944 081
---------------------------------------	---------

Systèmes judiciaires	1 511 392
-----------------------------	-----------

Droits de l'homme	1 344 061
--------------------------	-----------

Égalité des sexes	776 055
--------------------------	---------

Anti-corruption	4 097 919
------------------------	-----------

TOTAL	30 261 290
--------------	-------------------

SOURCE : Bureau des politiques de développement/PNUD

LES FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE THÉMATIQUES DU PNUD

RAPIDES, SOUPLES ET PERFORMANTS

Le PNUD a conçu des Fonds d'affectation spéciale thématique pour aider les pays de programme à mieux cerner leurs priorités en matière de développement. Ces fonds donnent aussi aux donateurs l'opportunité et la flexibilité nécessaires pour démontrer leur engagement en faveur de certaines des priorités thématiques du PNUD.

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR LA PAUVRETÉ

Le Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la pauvreté a été créé en 2011. Il fournit un appui efficace et performant à des initiatives innovantes et hautement stratégiques dans les domaines de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des OMD. Ces projets reposent sur les principes d'égalité, de droits de l'homme et d'inclusion. Tous visent à améliorer la vie des populations et à élargir les choix et opportunités qui s'offrent à elles.

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Depuis la création du Fonds d'affectation spéciale pour la gouvernance démocratique en 2002, 142 pays ont eu accès à des sommes s'élevant à un total de 115 millions de dollars pour 778 projets différents. En 2011, 120 projets ont été mis en œuvre dans 101 pays. Le Fonds promeut des programmes de gouvernance démocratique qui encouragent la participation inclusive, augmentent la réactivité et la responsabilité des institutions gouvernementales et renforcent les pratiques démocratiques fondées sur des principes internationaux. En 2011, pour répondre à un phénomène mondial qui voit la jeunesse

exiger un réel engagement civique, tant au plan civil que social et politique, et puisque les jeunes sont de formidables agents du changement, le Fonds a lancé un appel à propositions pour soutenir des projets innovants et catalyseurs sur l'autonomisation des jeunes et la gouvernance démocratique dans les pays de programme du PNUD. Après avoir reçu des propositions de 109 bureaux de pays, le PNUD a décidé d'en financer 37, qui vont de la création d'un centre de ressources pour la société civile en **Algérie** au renforcement des capacités de l'unique ONG de jeunes en **Ouzbékistan**.



FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

Le PNUD administre le Fonds pour la réalisation des OMD au nom du système des Nations Unies. Il s'agit d'une initiative interorganisations qui appuie les efforts nationaux visant à réduire la pauvreté et l'inégalité et à atteindre les OMD. Le Fonds finance actuellement 130 programmes de développement inter-agences, mis en œuvre dans 50 pays. Ces programmes se déroulent au niveau local, où les inégalités en matière de développement sont les plus marquées, ce qui explique les liens solides que le Fonds a tissés avec plus de 600 administrations locales, telles les autorités ou les conseils municipaux. Les groupes de la société civile constituent aussi des partenaires clés pour faire avancer les objectifs du développement. Ajoutés aux partenaires gouvernementaux, ils représentent 71 pour cent des partenaires du Fonds.

^ Les OMD constituent huit objectifs approuvés par les dirigeants du monde entier.

FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD : ALLOCATION DES FONDS PAR DOMAINE DE PRATIQUE

En millions de dollars EU

Culture et développement	95,6
Environnement et changement climatique	89,5
Prévention des conflits et consolidation de la paix	94
Enfants, nutrition et sécurité alimentaire	134,5
Gouvernance économique démocratique	59,63
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	89,4
Secteur privé et développement	63,1
Emploi des jeunes et migration	73,21
TOTAL	698,94

SOURCE : Secrétariat du Fonds pour la réalisation des OMD/PNUD



^ Une représentante de l'administration régionale discute avec des femmes du Tigray (Éthiopie), pour collecter des informations sur les besoins et les possibilités d'accès aux services de santé publics.

FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR LA PRÉVENTION DES CRISES ET LE RELÈVEMENT : DÉPENSES 2011

En dollars EU

Prévention des crises et relèvement	63 820 303
Réduction des risques de catastrophe et relèvement	10 960 310
Relèvement précoce	21 393 373
Égalité des sexes	5 479 591
Appui politique et programmatique	7 008 309
TOTAL	108 661 886

SOURCE : Bureau pour la prévention des crises et le relèvement/PNUD

FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR LA PRÉVENTION DES CRISES ET LE RELÈVEMENT

Pour le PNUD, il est crucial d'aborder de front les questions relatives à la prévention des crises et au relèvement, qui peuvent sérieusement entraver les progrès en faveur du développement humain et de la réalisation des OMD. Il y a une dizaine d'années, nous avons créé un fonds d'affectation destiné tout particulièrement aux programmes de prévention des crises et de relèvement. Il s'agit d'un mécanisme de financement souple et rapide qui permet à l'agence de répondre promptement après une catastrophe naturelle ou un conflit violent, ou lorsque se présente une occasion unique de réduire les risques de catastrophe ou de prévenir un conflit.

Depuis sa création, le Fonds a mobilisé plus d'un milliard de dollars au profit d'une centaine de pays. En 2011, les contributions totales disponibles par le biais du Fonds pour appuyer des activités dans les pays de programme se montaient à 116 millions de dollars². La même année, le PNUD a fourni son concours à 26 pays frappés par un conflit, et ce dans les domaines de l'état de droit, de la justice et de la sécurité.

FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT : DÉPENSES 2011

En dollars EU

Intégrer l'environnement et l'énergie	1 415 530
Promouvoir l'adaptation au changement climatique	3 105 835
Mobiliser des fonds environnementaux	205 660
Étendre l'accès aux services environnementaux et énergétiques pour les pauvres	616 072
TOTAL	5 343 097

SOURCE : Bureau pour la prévention des crises et le relèvement/PNUD

FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE THÉMATIQUE POUR L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT

Le PNUD aide des pays à transformer leur économie, à éliminer la pauvreté et à œuvrer pour un développement humain durable, et ce par le biais du Fonds d'affectation spéciale thématique pour l'énergie et l'environnement. Depuis sa création en 2001, le Fonds a joué un rôle capital dans la formulation de méthodologies et d'initiatives stratégiques innovantes sur le terrain. En même temps, il a invité de nouveaux partenaires et apporté de nouvelles ressources pour répondre aux besoins urgents des pays qui veulent arriver à un développement durable.

des questions relatives à l'environnement et à l'énergie, aide aux pays souhaitant accéder à un financement environnemental, promotion des initiatives d'adaptation aux changements climatiques et accès accru aux services environnementaux et en énergie pour les pauvres. En 2011, il a proposé ses services pour l'élaboration de politiques d'orientation favorables à un développement durable et a mis en place des programmes environnementaux innovants, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Ses dépenses totales pour 2011 s'élevaient à plus de 5 millions de dollars.

Le Fonds appuie des programmes et projets dans quatre domaines thématiques : intégration

² Chiffres préliminaires en date de mai 2012.

AMBASSADEURS DE BONNE VOLONTÉ DU PNUD

Le PNUD a formé des partenariats avec neuf Ambassadeurs de bonne volonté internationaux et six Ambassadeurs nationaux pour promouvoir la campagne de réduction de la pauvreté et en faveur des OMD. Avec cette liste, qui comprend six grandes figures du sport de renommée internationale et le célèbre acteur Antonio Banderas, le PNUD arrive à faire passer son message et à parler de ses activités aux quatre coins du globe.

Par exemple, en 2011, l'Ambassadrice de bonne volonté Marta Vieira da Silva, une footballeuse brésilienne, a eu une excellente couverture dans les médias internationaux et à la télévision lors de son voyage en **Sierra Leone**, où elle a milité en faveur de l'égalité des sexes. Elle a rencontré des étudiants, des associations de la société civile, et de jeunes footballeuses, ainsi que des femmes parlementaires qui se battent pour faire passer la représentation féminine à 30 pour cent.

Maria Sharapova a attiré une attention ô combien nécessaire sur la Journée internationale des femmes. Par l'intermédiaire de sa fondation, elle a financé trois projets liant sport et développement au **Bélarus** et en **Russie**. Le Français Zinédine Zidane a fait équipe avec la superstar du football David Beckham pour publier un encart publicitaire dans le *Financial Times* afin d'aider les

victimes des inondations au Pakistan. Il a posté des informations concernant les activités du PNUD sur son site web et il s'est rendu au **Mali** pour promouvoir les programmes générateurs de revenus que notre organisation y a déployés. Misako Konno, qui peut se targuer d'être la plus ancienne Ambassadrice de bonne volonté du PNUD, s'est rendue dans les zones frappées par le tsunami, au **Japon**, pour attirer l'attention sur les initiatives de relèvement.

Le PNUD a nommé l'Espagnol Iker Casillas en 2011, faisant ainsi de lui son septième Ambassadeur de bonne volonté. Casillas s'occupera surtout des problèmes qui affectent la jeunesse dans les pays en développement, et fera la promotion de la réduction de la pauvreté, de l'éducation et de la santé.



- ⤴ La célèbre actrice et Ambassadrice de bonne volonté Misako Konno se rend sur le site d'un projet de relèvement suite au tsunami dans la ville d'Ishinomaki (Japon).
- ⤴ L'Ambassadrice de bonne volonté et championne de football Marta Vieira Da Silva s'est rendue en Sierra Leone pour y rencontrer des associations féminines et des joueuses de foot, afin de promouvoir les droits de la femme.

UNCDF

AUTONOMISER LES FEMMES, AGENTES DU CHANGEMENT



Une déléguée sénégalaise fait un exposé lors d'un forum sur l'égalité des sexes et le développement local en Afrique du Sud appuyé par l'UNCDF.

Lorsqu'elle ira chercher de l'eau, Aailyah n'aura plus à attendre de longues heures à l'unique point d'eau du village. Elle a désormais le choix entre plusieurs sites, un soulagement pour elle et d'autres femmes âgées, handicapées ou souffrant d'une maladie chronique à Morogoro, un village du sud de la **Tanzanie**.

Dans le district de Muembe, au nord-ouest du **Mozambique**, Fatima, qui gagnait autrefois moins d'un dollar par jour, est à présent à la tête d'une petite entreprise qui améliore les perspectives de son ménage.

Aailyah, Fatima et Evelyne font partie de ces femmes et de ces ménages qui ont été nombreux à bénéficier d'une initiative commune du Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et d'ONU-Femmes financée par l'Autriche et la Belgique. Baptisée *Programme de développement local axé sur l'équité de genre*, elle vise à aligner la planification stratégique, la budgétisation et les dépenses publiques sur les priorités des femmes au niveau local, souvent en conjonction avec des programmes de développement local du PNUD ou de l'UNCDF. Des projets pilotes ont été lancés en **Éthiopie**, au Mozambique, au **Rwanda**, au **Sénégal**, en **Sierra Leone** et en **Tanzanie**. Ils partent du principe que c'est la société toute entière qui bénéficie de l'autonomisation des femmes.

Les femmes sont l'épine dorsale des économies rurales dans tous les pays les moins avancés. Or, elles sont souvent marginalisées, voire interdites de jouer un rôle clé dans les décisions économiques. On leur refuse fréquemment

tout droit de représentation dans les processus décisionnels, de même que celui de posséder des terres, d'obtenir des prêts ou de recevoir une éducation. Cette exclusion perpétue souvent un cycle vicieux de pauvreté au lieu d'offrir la promesse d'un développement durable.

Le programme de développement local axé sur l'équité de genre aborde ce problème. Il alloue des subventions aux autorités locales pour des investissements destinés aux femmes. De plus, il implique ces dernières dans la planification du développement par le biais d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités comme la planification et la budgétisation sensibles à la dimension de genre. Le programme veut s'assurer ainsi que les femmes feront entendre leur voix et qu'on tiendra compte de leurs priorités.

Et surtout, le programme influe sur les politiques nationales. Au Rwanda, par exemple, les processus budgétaires ministériels comprennent à présent des dispositifs clairs sur l'intégration des questions de genre. Des modifications similaires ont pu être constatées dans les autres pays pilotes en ce qui concerne le processus participatif de planification du budget.

Le programme de développement local axé sur l'équité de genre devrait toucher 250 000 bénéficiaires d'ici la fin 2013 et servir de modèle dans d'autres pays. En fin de compte, des millions de femmes comme Aailyah, Fatima et Evelyne bénéficieront d'un programme qui veille à ce que les femmes comptent davantage.

LES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES (VNU)

INSPIRER LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

En 2011, un total de 7 303 Volontaires des Nations Unies (VNU) ont contribué à la paix et au développement dans 162 pays différents. Un tiers d'entre eux était des ressortissants des nations qu'ils servaient. Travaillant souvent aux côtés de volontaires communautaires, les VNU ont appuyé plus de 20 organisations onusiennes, prouvant à l'envi la valeur du volontariat.

De plus, le service de cybervolontariat des VNU s'est nettement développé en 2011, où il a fait appel aux compétences de 10 910 Internautes. Les cybervolontaires fournissent un appui en ligne aux agences de développement, à qui ils font don de leur temps et de leur expertise par Internet. Les usagers du cybervolontariat des VNU comprennent des ONG locales ou internationales, des agences des Nations Unies ou des organismes intergouvernementaux et des administrations ou autres institutions publiques comme les universités. Les cybervolontaires interviennent, par exemple, dans l'élaboration et la gestion de projets, la conception, la coordination ou la facilitation, le développement de technologies de l'information, la recherche, la rédaction, la traduction, la formation et le conseil.

L'année 2011, qui marquait le dixième anniversaire de l'Année internationale des

volontaires, constituait une occasion unique de mettre en lumière le développement durable centré sur les personnes, avec des activités dans le monde entier, comme en **Équateur**, en **Égypte**, en **Sierra Leone** ou au **Timor-Leste**. Il s'agissait de rassembler les pouvoirs publics, le système onusien, la société civile et les ONG autour des quatre « piliers » du volontariat : reconnaissance, facilitation, réseautage et promotion. En tant que point focal mandaté par l'ONU, les VNU donnent à leurs partenaires la possibilité de se faire entendre aux niveaux national et mondial. Ils ont également publié leur tout premier Rapport sur la situation du volontariat dans le monde. Alors que tous les regards se tournent vers la conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 en 2012, et vers l'agenda post-OMD, le rôle des actions communautaires dans la réalisation des objectifs du développement fait l'objet d'une attention croissante.

✓ Des VNU transportent des pierres pour combler un fossé dans le cadre d'un projet de reconstruction du PNUD après un séisme au Pérou.



LE PNUD ET LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

EFFICACITÉ ET EXPERTISE

30

pays prennent part à l'initiative *Unis dans l'action*.

1999

Début de la présence des Nations Unies au Timor-Leste.



▲ Sabino Ramos et Felipe de Oliveria, deux fonctionnaires, acheminement des urnes vers un bureau de vote de Suco Maununo, dans le district d'Ainaro en préparation des élections présidentielles du 16 avril 2012.

Pour arriver à un développement durable (notamment économique, environnemental et social), il est nécessaire de créer des passerelles entre différents domaines. Les équipes de pays des Nations Unies, dirigées par les Coordonnateurs résidents, peuvent devenir les moteurs d'une telle cohérence.

Fort de son mandat et de sa présence solide et continue dans la plupart des pays en développement, le PNUD coordonne toutes les activités de développement des Nations Unies au niveau national et joue à ce titre le rôle de Coordonnateur résident. À la fois agent et administrateur du système des Coordonnateurs résidents, le PNUD travaille à faire de l'ONU une organisation plus pertinente, plus réceptive et davantage axée sur les résultats, en particulier par le biais de la stratégie *Tous unis dans l'action*.

Lors d'une conférence tenue en novembre 2011 à Montevideo, en **Uruguay**, certains des 30 pays qui prennent part à l'initiative *Tous unis dans l'action* ont confirmé que l'initiative donne des résultats concrets en matière de développement, renforce l'appropriation et le leadership nationaux, donne aux États un meilleur accès à l'expertise et aux ressources considérables des Nations Unies et rend le système de développement onusien plus efficace, plus performant et plus responsable.

Unis dans l'action

L'ONU est présente au **Timor-Leste** depuis 1999 et elle reste un partenaire important de l'État. La

Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) s'y trouve depuis qu'une crise politique grave a secoué le pays en 2006, menaçant sa sécurité. Une nouvelle crise a eu lieu en février 2008 avec une tentative d'assassinat sur les personnes du président et du premier ministre. La situation s'étant stabilisée depuis, la MINUT commencera à réduire ses effectifs fin 2012.

Le PNUD est présent au Timor-Leste depuis la proclamation de l'indépendance en 2002. Il aide les pouvoirs publics à renforcer la gouvernance démocratique, en particulier l'accès à la justice et le soutien au parlement et à la gouvernance locale. Comme le pays est dans la phase de transition entre conflit et développement, le programme s'est élargi pour inclure deux nouveaux pôles : la croissance économique pour tous grâce à la microfinance, et ce avec l'UNCDF, et le développement durable par le biais de l'adaptation aux changements climatiques.

Le PNUD est en train de renforcer sa collaboration avec la MINUT en vue d'une réduction d'effectifs et intensifie son implication dans le secteur de la gouvernance démocratique. Étant donné qu'il lui revient de promouvoir et coordonner la

LES FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE MULTIDONATEURS : ÉTAT DES LIEUX

Les 48 fonds d'affectation spéciale multidonateurs que le PNUD administre constituent d'importants mécanismes de financement qui renforcent la cohérence de l'action des Nations Unies et encouragent les agences onusiennes à mobiliser conjointement leurs ressources pour mettre en œuvre les mesures que l'Organisation considère comme prioritaires tant au niveau national que mondial.

En 2011, le PNUD a continué de fournir des services de gestion de haute qualité

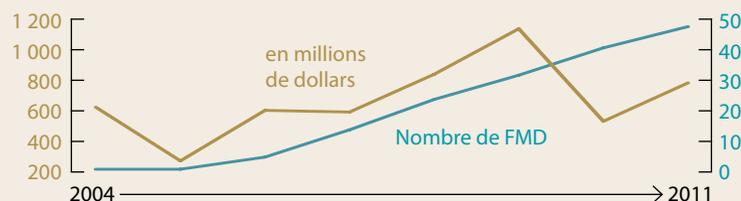
à tout le système onusien, ainsi qu'à d'autres partenaires.

- Les contributions des nouveaux partenaires ont atteint quelque 838 millions de dollars, ce qui porte le total des sommes déposées à 5,6 milliards de dollars pour la période 2004-2011. Environ un pour cent des contributions de 2011 proviennent de 31 partenaires/contributeurs non traditionnels, comme des entreprises du secteur privé, des administrations infranationales ou des États non membres

de l'Organisation de coopération et de développement économique.

- Le PNUD a alloué plus d'un milliard de dollars à 36 organismes participants des Nations Unies. Il a effectué des transferts supplémentaires en tant que gestionnaire du Mécanisme de financement étendu du Fonds *Unis dans l'action*.
- Sept nouveaux fonds ont vu le jour en 2011, dont quatre Fonds *Unis dans l'action*, un fonds d'affectation spéciale national pour le relèvement et deux fonds mondiaux consacrés aux droits de l'homme et aux droits des handicapés. Ce qui porte le portefeuille à 48 fonds.
- Une étude du Groupe de développement des Nations Unies en 2011 soulignait la transparence et la qualité des services de gestion des fonds du PNUD.

AUGMENTATION DES CONTRIBUTIONS ANNUELLES DES PARTENAIRES ET FONDS D'AFFECTATION MULTIDONATEURS (FMD) : 2004-2011



N.B. : Les FMD nationaux sont repris dans ces chiffres / SOURCE : Bureau des Fonds multidonateurs/PNUD

stratégie *Tous unis dans l'action*, le PNUD collabore étroitement avec l'équipe de pays du Timor-Leste pour les décisions relatives aux OMD, la gestion des risques de catastrophe ainsi que deux programmes communs de lutte contre l'inégalité des sexes et la pauvreté.

À l'heure actuelle, il y a cinq programmes onusiens communs au Timor-Leste, qui sont en phase avec les priorités du pays en matière de développement. Ainsi, l'un d'eux regroupe six agences des Nations Unies, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, le PNUD, l'UNICEF, et le Programme

alimentaire mondial. Il œuvre à la réalisation des OMD et vise à réduire la pauvreté et la faim, à promouvoir l'accès à l'éducation pour tous et à améliorer la santé maternelle et infantile dans les districts qui comptent un nombre élevé de jeunes chômeurs, de déplacés rentrés au pays et de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire. Le programme traite des diverses menaces qui pèsent sur la sécurité humaine dans ces communautés vulnérables et marque une étape importante dans la mise en œuvre conjointe et l'harmonisation des programmes entre les agences de l'ONU au Timor-Leste.

LE PNUD INTRA MUROS

CHANGEMENT AU SEIN DE L'ORGANISATION

En 2011, le PNUD a lancé son Agenda pour le changement organisationnel. Celui-ci introduisait un certain nombre de réformes importantes dans ses pratiques institutionnelles, notamment en matière de gestion des ressources humaines et des achats.

34 %

des postes des cadres supérieurs et intermédiaires sont détenus par des femmes.

Les femmes constituent

50 %

du personnel du PNUD.

La période de recrutement à des postes internationaux a, par exemple, été réduite d'au moins six semaines pour les candidatures tant internes qu'externes. Le processus d'examen des marchés publics a été simplifié. Le seuil de ce que l'on considère comme de « petits achats » est passé à 50 000 dollars, ce qui permet de recourir à des méthodes informelles pour 70 pour cent des transactions engagées par le PNUD et donc, de gagner du temps.

En 2011, le PNUD s'est rapproché d'un de ses objectifs, à savoir obtenir la parité complète entre hommes et femmes au sein de l'organisation d'ici 2015. Les femmes comptent pour 50 pour cent des effectifs actuels. Mais arriver à une représentation équitable des femmes au niveau des cadres intermédiaires et supérieurs reste problématique, car celles-ci n'y détiennent que 34 pour cent des postes.

Le PNUD cherche activement à prendre des mesures de réduction des coûts, avec, par exemple, un recours de plus en plus fréquent à la vidéoconférence comme alternative aux voyages. Il a réuni plusieurs services institutionnels sous le même toit, qu'il s'agisse de la comptabilité ou de l'appui aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Cela lui permet de faire des économies et d'améliorer la qualité et l'homogénéité des services.

Le PNUD a également pris de nouvelles mesures concernant la transparence et la responsabilisation. Membre fondateur et participant actif de l'Initiative internationale en faveur de la transparence de l'aide (IATI), il a publié des informations programmatiques et financières sur ses projets sur le portail de cette organisation (data.undp.org) en novembre 2011. Il publie déjà de nombreux autres documents sur son

« Fort de son réseau mondial de développement et de son expérience, le PNUD aide les peuples à construire une vie meilleure et à former des nations résilientes. L'AJCI s'est fixée nombre de priorités similaires à celles du PNUD et voudrait renforcer leur collaboration dans ce sens. »

Akihiko Tanaka,
Agence japonaise pour la coopération internationale

site public, dont les rapports d'évaluation et les réponses de la direction à ces évaluations.

Conformément à une décision prise en septembre 2011 par son Conseil d'administration, le PNUD peut à présent fournir sur demande à toute organisation intergouvernementale donatrice et au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme les audits internes des projets auxquels le dit donateur contribue financièrement.

Enfin, le 1er janvier 2012, le PNUD a procédé à l'introduction des Normes comptables internationales du secteur public (Normes IPSAS). Il s'agit là d'une étape historique qui confirme notre volonté d'adopter les normes les plus exigeantes en matière d'excellence et de transparence institutionnelles.



^ L'Administratrice associée du PNUD Rebecca Grynspan en visite sur un site d'enlèvement des décombres à Léogâne (Haïti).

RESSOURCES

« Le PNUD dispose d'un système d'allocation des ressources clair et transparent. Ses systèmes financiers permettent des engagements à plus long terme. »

Département du développement international, Royaume-Uni

58 pays ont contribué aux ressources ordinaires en 2011.

3,86 milliards de dollars ont été affectés par les partenaires du PNUD en 2011.

RESSOURCES ORDINAIRES

Le PNUD est financé entièrement par des contributions volontaires des États Membres des Nations Unies et de partenaires multilatéraux, tant pour son budget ordinaire que pour les autres ressources. Cinquante-huit pays ont contribué aux ressources ordinaires en 2011, ce qui reflète l'engagement politique des États Membres envers l'organisation. Les contributions ont atteint 0,974 milliard de dollars en 2011, soit une légère hausse de 0,8 pour cent par rapport à 2010, où elles s'élevaient à 0,967 milliard.

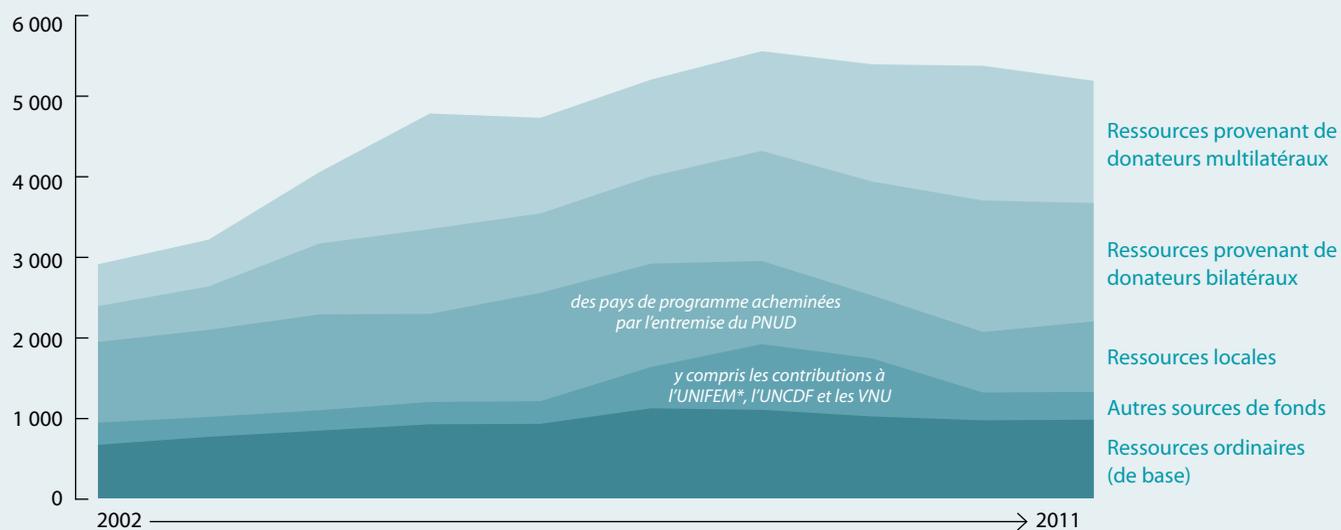
AUTRES RESSOURCES

Les contributions affectées à des fins particulières par l'ensemble des partenaires du PNUD se chiffraient à 3,86 milliards de dollars en 2011, soit une baisse de 4,1 pour cent par rapport à 2010. Les contributions des donateurs bilatéraux, dont au premier chef les États membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique, ont été de 1,45 milliard de dollars en 2011, soit une baisse de 10,7 pour cent par rapport à l'année précédente. Les ressources confiées au PNUD par des partenaires non bilatéraux et des fonds multilatéraux ont également baissé de 9,1 pour cent par rapport à l'année précédente pour atteindre 1,52 milliard de dollars en 2011. Cependant, la Commission européenne, le FEM et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme restent les principaux partenaires multilatéraux du PNUD en termes de financement. Les ressources locales

acheminées par l'intermédiaire du PNUD par les autorités des pays de programme ainsi que par d'autres partenaires locaux pour soutenir leur propre développement national se sont élevées à 875 millions de dollars en 2011, soit une augmentation de 20,6 pour cent depuis 2010.

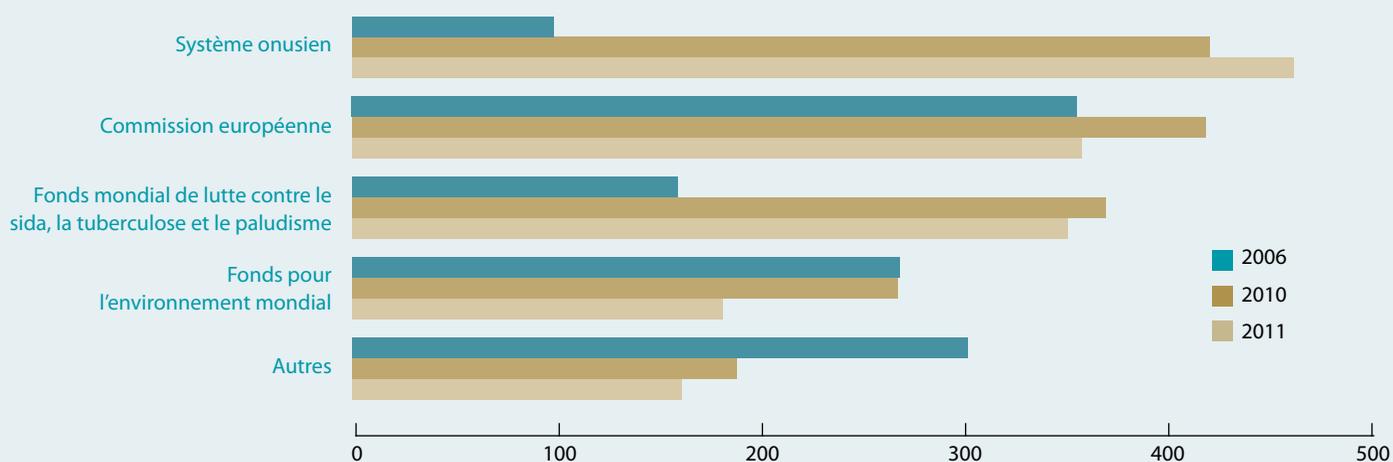
Les ressources affectées constituent certes un complément important aux ressources ordinaires du PNUD, mais elles sont destinées essentiellement aux pays qui traversent une crise ou qui en sortent. Le développement est un défi de longue haleine, qui exige une approche stratégique en même temps qu'une aptitude à riposter aux crises et à saisir les opportunités. Dans un monde qui ne cesse d'évoluer, il est essentiel que le PNUD puisse opérer comme une organisation tournée vers l'avenir et qui obtient des résultats transformateurs sur le terrain.

CONTRIBUTIONS VERSÉES AU PNUD : 2002-2011 *Chiffres préliminaires d'avril 2012 • En millions de dollars*



* Suite à la création d'ONU-Femmes en 2010, qui englobe l'UNIFEM, les revenus de ce dernier ne sont pas repris dans les chiffres de 2010.

SOUTIEN DES PARTENAIRES NON BILATÉRAUX *Principaux contributeurs aux autres ressources • Chiffres préliminaires d'avril 2012 • En millions de dollars*



SOURCE POUR TOUTS LES CHIFFRES : Bureau des relations extérieures et du plaidoyer/PNUD

REVENUS BRUTS REÇUS EN 2011

Classés selon leurs contributions aux ressources totales • Chiffres préliminaires d'avril 2012 • En dollars EU

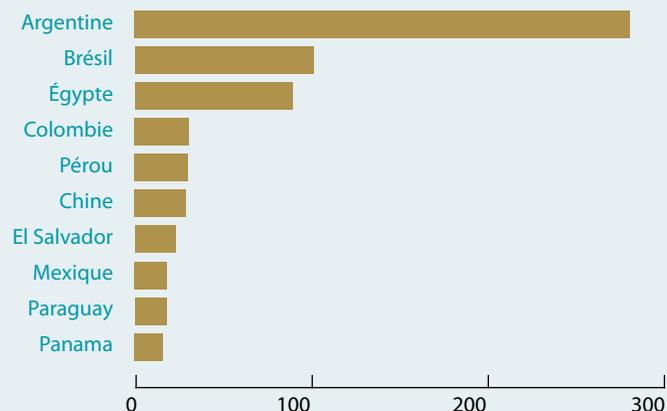
DONATEURS	RESSOURCES		
	ORDINAIRES	AUTRES	TOTAL
Japon	82 114 552	368 881 397	450 995 949
États-Unis	84 060 360	299 404 328	383 464 688
Norvège	132 461 724	123 001 388	255 463 112
Royaume-Uni	87 813 972	147 493 003	235 306 975
Suède	104 765 970	76 453 699	181 219 670
Pays-Bas	94 849 785	64 441 273	159 291 058
Canada	51 493 306	83 323 548	134 816 854
Danemark	60 445 788	46 894 284	107 340 072
Allemagne	38 029 322	58 470 990	96 500 312
Australie	23 000 987	54 674 921	77 675 908
Suisse	58 631 922	18 089 201	76 721 123
Belgique	29 941 369	24 576 419	54 517 788
Finlande	28 612 303	17 097 446	45 709 749
Espagne	24 386 667	19 767 845	44 154 512
France	21 403 134	3 790 954	25 194 088
Irlande	12 884 633	4 928 189	17 812 822
Italie	2 112 676	14 297 923	16 410 599
République de Corée	5 000 000	8 319 561	13 319 561
Luxembourg	4 154 930	8 551 632	12 706 562
Nouvelle-Zélande	6 191 950	4 302 376	10 494 326
Autriche	5 494 505	3 064 433	8 558 938
Inde **	4 147 590	2 210 000	6 357 590
Chine **	3 625 000	1 151 594	4 776 594
Arabie saoudite	2 000 000	-	2 000 000
Malaisie	1 155 000	-	1 155 000

* La liste des principaux donateurs prend en compte les revenus reçus pour les ressources ordinaires.

** Les chiffres pour l'Inde et la Chine ne prennent pas en compte les revenus reçus pour des activités autonomes.

APPUI PROVENANT DE PAYS DE PROGRAMME

10 principaux contributeurs aux ressources locales en 2010 • Chiffres préliminaires d'avril 2012 • En millions de dollars EU



PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES AUTRES RESSOURCES EN 2011

Chiffres préliminaires d'avril 2012 • En dollars EU

Afghanistan	492 551 051
République démocratique du Congo	191 211 088
Soudan	137 428 184
Zambie	89 366 707
Haïti	88 113 588
Zimbabwe	77 967 125
Programme d'aide au peuple palestinien	71 553 166
Bangladesh	55 210 070
Soudan du Sud	48 486 701
Pakistan	45 795 319
Somalie	45 793 424
Guatemala	38 196 123

SOURCE POUR TOUS LES CHIFFRES : Bureau des relations extérieures et du plaidoyer/PNUD

CONTACTS

Bureau des relations extérieures et du plaidoyer

One United Nations Plaza
New York, NY 10017, E.-U.A
Téléphone : 1 (212) 906 5300

Bureau de représentation du PNUD à Washington

1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20006, E.-U.A
Téléphone : 1 (202) 331 9130
Télécopie : 1 (202) 331 9363

Bureau de représentation du PNUD à Genève

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse
Téléphone : (41-22) 917 8542
Télécopie : (41-22) 917 8001

Bureau de représentation du PNUD à Bruxelles

Bureau des Nations Unies/PNUD
14 Rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Téléphone : (32-2) 505 4620
Télécopie : (32-2) 505 4729

Bureau de représentation du PNUD à Copenhague

Midtermolen 3
PO Box 2530
2100 Copenhague O, Danemark
Téléphone : (45-35) 46 70 00
Télécopie : (45-35) 46 70 95

Bureau de représentation du PNUD à Tokyo

UN House, 8F
Jingumae 5-53-70
Shibuya-ku,
Tokyo 150-0001, Japon
Téléphone : (813) 5467 4751
Télécopie : (813) 5467 4753

Centre d'appui régional du PNUD pour l'Afrique orientale et australe

7 Naivasha Road Sunninghill
PO Box X4
Johannesburg, Afrique du Sud 2157
Téléphone : (27-11) 603 5000
Télécopie : (27-11) 603 5087

Bureau sous-régional du PNUD pour l'Afrique occidentale et centrale

Point E- Boulevard de l'Est
Dakar, Sénégal
Téléphone : 221 - 33 869 0620
Télécopie : 221 - 33 869 0689

Centre régional du PNUD du Caire

1191 Corniche El Nil, World Trade Centre
PO Box 982, Post Code 1159
Boulac, Le Caire, Égypte
Téléphone : (202) 2578 4840 - 6
Télécopie : (202) 2578 4847

Centre régional du PNUD de Bangkok

United Nations Service Building
3rd Floor, Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Téléphone : (66) 2288 2129
Télécopie : (66) 2288 3032

Centre régional du PNUD de Colombo

23 Independence Avenue,
Colombo 7, Sri Lanka
Téléphone : (94-11) 4526 400
Télécopie : (94-11) 4526 410

Centre régional du PNUD pour le Pacifique

c/o UNPD
Private Mail Bag
Suva, Fidji
Téléphone : (679) 331 2500
Télécopie : (679) 330 1718

Centre régional du PNUD Europe et Communauté des États indépendants

Grosslingova 35
811 09 Bratislava, République slovaque
Téléphone : (421-2) 59337 111
Télécopie : (421-2) 59337 450

Centre régional du PNUD au Panama

Casa de las Naciones Unidas Panamá
Clayton, Ciudad del Saber
Apartado Postal 0816-1914z
Panama, République du Panama
Téléphone : (507) 302 4500
Télécopie : (507) 306 4500

ABBRÉVIATIONS

CFC	Chlorofluorocarbones
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IATI	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
SAO	Substances appauvrissant la couche d'ozone
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations Unies
VNU	Volontaires des Nations Unies

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Chandra Shekhar Karki/
PNUD Népal

Page 1 : Christina LoNigro/PNUD

Page 2 : Salman Saeed/
PNUD Bangladesh

Page 4 : Saskia Marijnissen/FEM

Page 6 : Mark Garten/PNUD

Page 7 : PNUD Ukraine

Page 9 : Tim O'Shea

Page 9, médaillon : Thomas Jensen/
PNUD

Page 10 : Noeman AlSaiyyad/PNUD

Page 11, à gauche : Felicien Gohoungo/
PNUD Bénin

Page 11, à droite : Avec l'aimable
autorisation de la Commission
électorale de Zambie

Page 13 : Doan Bao Chau/
PNUD Vietnam

Page 14 : Zeeshan Ali Tahir/
PNUD Pakistan

Page 15 : Alistair Lyne/PNUD Somalie

Page 17 : David Klein/PNUD Haïti

Page 20 : Thomas Kelly/PNUD Népal

Page 21 : Pelu Vidal pour le
PNUD Suriname

Page 23 : Jan Schietse/Getty Images

Page 25 : Sophie de Caen/Fonds
d'affectation spéciale pour les
OMD - PNUD

Page 27, haut : Tommy Trenchard/PNUD

Page 27, bas : PNUD Japon

Page 28 : UNCDF

Page 29 : Enrique Fernández Muñoz/VNU

Page 30 : Sandra Magno/PNUD

Page 33 : Paulo Filgueiras/Photo ONU

Publié par le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer
Programme des Nations Unies pour le développement
New York

Conception: Design Lab 360T

Imprimé par : Phoenix Design Aid, Danemark

Traduction : Françoise Brodsky

Imprimé sur du papier écologique
avec des encres à base végétale. Les
documents imprimés sont recyclables.

© PNUD Juin 2012

« Notre mission — donner espoir »

— Helen Clark
ADMINISTRATEUR DU PNUD



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017

www.undp.org/french